Réunion du Conseil Municipal
du 25 avril 2016 à 15 heures
en la salle des Conseils du Centre Administratif

Convoqué par courrier en date du 19 avril 2016

Compte-rendu sommaire

Secrétariat des Assemblées
Jeanine BUCHI

Direction des affaires juridiques et des assemblées

Installation de Mme Elisabeth RAMEL et de M. Philippe WILLENBUCHER.

M. le Maire informe le Conseil de la démission de Mmes Mine GUNBAY et Souad EL MAYSOUR de leurs mandats d'adjointes au Maire et de conseillères municipales de Strasbourg, qui a pris effet dès le 22 avril 2016.

En application de l'article L 270 du Code électoral, elles sont remplacées dans leur fonction de conseillères municipales par les suivants de la liste « Socialiste, Ecologiste et Républicaine » à savoir Mme Elisabeth RAMEL et M. Philippe WILLENBUCHER.

Selon la formule consacrée, il déclare Mme Elisabeth RAMEL et M. Philippe WILLENBUCHER installés dans leur fonction de conseillère et de conseiller municipale et leur souhaite la bienvenue parmi nous.

AFFAIRES GÉNÉRALES

1 Passation d'avenants et attribution de marchés.

Il est demandé au Conseil d'approuver la passation des avenants.

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter les avenants et documents y relatifs.

Adopté

2 Présentation des comptes 2015 et du budget 2016 du Crédit Municipal.

Il est demandé au Conseil de prendre connaissance des comptes 2015 et du budget du Crédit Municipal.

Communiqué

3 Indemnité de conseil allouée au receveur des finances par la ville de Strasbourg.

Il est demandé au Conseil d'approuver :

- le maintien de l'allocation au Receveur des finances de la ville de Strasbourg de l'indemnité de conseil fixée au montant maximum prévu par les textes réglementaires ;
- le versement de cette indemnité à M. Bertrand LANOTTE ;

Adopté

4 Indemnité de conseil allouée au receveur des finances de la Fondation de l'Œuvre Notre Dame.

Il est demandé au Conseil d'approuver :

- le maintien de l'allocation au Receveur des finances de la Fondation de l'Œuvre Notre Dame de l'indemnité de conseil fixée au montant maximum prévu par les textes réglementaires ;
- le versement de cette indemnité à M. Bertrand LANOTTE

Adopté

5 Avis sur les emplois Ville.

Il est demandé au Conseil d'approuver après avis du CT, les suppressions, créations et transformations d'emplois.

Adopté

6 Groupement de commandes Ville / Eurométropole de Strasbourg / OND pour l'acquisition, la mise en œuvre de plans de sécurité, consignes de sécurité dans les bâtiments, et de plans de sauvegarde et d'évacuation des œuvres majeures des Musées de la Ville.

Il est demandé au Conseil d'approuver :

- la mise en œuvre d'un groupement de commandes pour l'acquisition, la mise en œuvre de plans et consignes de sécurité dans les bâtiments et pour les besoins des plans de sauvegarde et d'évacuation des œuvres majeures des Musées de la Ville. Montant minimum estimé : 80 000 € HT, montant maximum estimé : 200 000 € HT ;
- la convention constitutive de groupement de commandes entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame en référence à l'art.8 –VII premier tiret du code des marchés publics.

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e :

- à signer la convention constitutive de groupement de commandes entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame ;
- à signer et à exécuter le marché, conformément au Code des Marchés Publics.

Il est aussi demandé au Conseil d'autoriser l'Administrateur de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame :

- à signer la convention constitutive de groupement de commandes entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame ;
- à exécuter le marché, conformément au Code des Marchés Publics.

Adopté

7 Conclusion d'un marché pour la réalisation de tests d'étanchéité à l'air et approbation d'un groupement de commande entre la ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg.

Il est demandé au Conseil de décider :

- 1) la conclusion d'un marché fractionné à bons de commande, pour la réalisation de tests d'étanchéité à l'air d'une durée fixe d'un maximum de 4 ans. Montant maximum en 44 000€ HT,
- 2) la convention constitutive de groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg et l'Œuvre Notre-Dame dont l'Eurométropole de Strasbourg assurera la mission de coordinateur,

Cette convention portera sur la réalisation de tests d'étanchéité à l'air sur les bâtiments dans le cadre d'opérations de la ville de Strasbourg, de la Fondation de l'OND et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e :

- à signer la convention de groupement de commande avec l'Eurométropole de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame.

L'Eurométropole de Strasbourg aura en charge le traitement des phases allant de la gestion des procédures de consultation jusqu'à la notification des marchés.

- à exécuter les marchés résultant du groupement de commande et concernant la ville de Strasbourg.

Il est aussi demandé au Conseil d'autoriser l'Administrateur de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame à signer la convention de groupement de commande avec la ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg aura en charge le traitement des phases allant de la gestion des procédures de consultation jusqu'à la notification des marchés.

- à exécuter les marchés résultant du groupement de commande et concernant la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame.

Adopté

8 Reconstruction cabane à livres à l'orangerie : Subvention aux Compagnons du Devoir et du Tour de France.

Il est demandé au Conseil d'approuver l'affectation d'une subvention exceptionnelle, à concurrence de 5 000,- € TTC au plus, à l'Association Ouvrière des Compagnons du Devoir et du Tour de France (AOCDTF).

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer tous actes afférents à la subvention.

Adopté

URBANISME, AMÉNAGEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS

9 Adoption du plan "Strasbourg Grandeur Nature".

Il est demandé au Conseil d'approuver :

- les grandes orientations du plan d'actions en faveur du maintien et du renforcement de la nature nourricière et de la biodiversité, intitulé Strasbourg Grandeur Nature, produit en 2015 en concertation avec les habitants et les acteurs du territoire.
- le programme d'actions proposé dans le plan Strasbourg Grandeur Nature avec l'engagement de nouvelles actions dont :
 - matérialiser le tissu naturel urbain :
 - avec des conventions de partenariat avec l'INSA de Strasbourg, l'INSA Centre Val de Loire pour expérimenter la matérialisation de la trame verte urbaine, baptisée « tissu naturel urbain » ;
 - avec une convention de partenariat AgroParisTech pour préparer un appel à projet citoyen qui permettra d'encourager la végétalisation de la ville et de favoriser son adaptation au changement climatique ;
 - le lancement d'une étude en 2017 pour identifier le potentiel de végétalisation des toitures terrasses à Strasbourg et des façades du patrimoine de la collectivité ;
 - la promotion du végétal en ville auprès des habitants (organisation de conférences et animations, diffusion des plaquettes réalisés avec le groupe de travail biodiversité).
 - favoriser l'attractivité de la ville en soutenant la découverte du territoire à travers le prisme de la nature (identité graphique, balisage de sentiers, sentier pédagogiques et visites de sites) ;
 - valoriser la démarche «Strasbourg grandeur nature » en interaction avec les habitants en proposant un guichet unique pour cette thématique : création d'un kiosque d'information avant 2020 pour encourager le jardinage au naturel en ville, promouvoir la végétalisation du bâti, le compostage et orienter les habitants vers les animations du SINE Bussierre.
 - adopter une stratégie spécifique pour inciter plus fortement le respect de la démarche zéro pesticide dans les jardins familiaux.
- le programme d'actions proposé dans le plan Strasbourg Grandeur Nature avec un engagement renouvelé pour les actions déjà initiées par la collectivité, dont notamment :
 - la démarche Zéro pesticide appliquée sur l'ensemble de l'espace public
 - la gestion différenciée et la lutte biologique pour la gestion des espaces verts
 - le suivi des arbres remarquables
 - la politique agricole et la ville nourricière
- les engagements de la Ville de Strasbourg de ce programme d'actions 2016-2020

selon les budgets votés par la Ville.

Il est aussi demandé au Conseil de décider l'imputation des subventions d'un montant de 500 € net de TVA pour le partenariat avec AgroParisTech,

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à :

- solliciter des subventions auprès d'organismes potentiellement financeurs des projets en lien avec le plan Strasbourg Grandeur Nature ;
- signer la convention de partenariat avec AgroParisTech sur le thème de la végétalisation citoyenne.

Adopté

10 PRU Meinau - Projet de construction d'un EHPAD et de logements locatifs aidés adaptés pour personnes âgées - Déclaration sans suite de la procédure pour motif d'intérêt général.

Il est demandé au Conseil de déclarer sans suite pour motif d'intérêt général et de renoncer à la procédure de consultation telle qu'engagée par la délibération du 6 avril 2009 en vue de la réalisation du projet de construction d'un EHPAD, de logements locatifs aidés adaptés pour personnes âgées complétés par un aménagement paysager commun et de locaux d'activités, sur les terrains de la Meinau cadastrés section EZ, numéros 276, 272 et 274 pour une superficie totale de 41,66 ares :

- compte tenu du changement dans les circonstances de droit et de fait, extérieures aux parties, et en particulier de la procédure d'autorisation et de financement des établissements sociaux et médico-sociaux plus amplement exposée au rapport, qui empêche la réalisation de l'opération dans les délais prévus et oblige la collectivité à revoir son projet et à redéfinir ses besoins,
- rendant ainsi caduques les délibérations successives du 6 avril 2009, du 17 janvier 2011, du 18 juin 2012 et du 21 octobre 2013 qui visaient à autoriser notamment la mise à disposition des terrains au profit du groupement SIBAR-Le Kachelofe par voie de bail emphytéotique administratif assorti de conditions suspensives (promesse de bail et bail non conclus)

Il est aussi demandé au Conseil d'autoriser le lancement d'une consultation de promoteurs en vue de la vente du terrain d'environ 40 ares situé entre les rues de Picardie, du Rhin Tortu et l'avenue de Normandie, propriété de la ville de Strasbourg dans le quartier de la Meinau pour la création d'une cinquantaine de logements en accession sociale et privée à la propriété.

Le cahier des charges de cette consultation visera à conforter les objectifs de la rénovation urbaine à travers :

- une diversification des formes architecturales et des typologies de logement,
- une offre de logements à prix maîtrisés favorisant les parcours résidentiels,

- une démarche favorisant la qualité énergétique des logements et les performances environnementales,
- la mise en œuvre de clauses d'insertion dans les marchés de travaux,

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à diligenter une procédure de consultation de promoteurs, à publier un avis à candidatures et à procéder à toutes formalités requises,

Il est en outre demandé au Conseil de charger le Maire ou son-sa représentant-e de prendre les mesures d'exécution nécessaires à la présente délibération.

Adopté

11 Vente par la Fondation de l'Oeuvre Notre-Dame à la Communauté de communes de la Basse Zorn d'un terrain à Bietlenheim.

Il est demandé au Conseil d'approuver la vente au profit de la Communauté de communes de la Basse-Zorn (CCBZ) dans le cadre de la pose de deux conduites d'assainissement destinées à desservir son projet de lotissement dénommé « Les hauts de la Zorn » et situé sur le ban communal de Weyersheim, de la parcelle cadastrée :

Commune de Bietlenheim

Section 17 n° (2)/39 (n° provisoire) de 9,47 ares

appartenant à la Fondation de l'Œuvre Notre Dame, au prix de 75 € l'are soit pour le prix total de 710,25 €.

Il est également demandé au Conseil de prendre acte que la CCBZ fera son affaire personnelle des éventuelles évictions et indemnisations des locataires en place, ainsi que des frais d'acte liés à cette transaction.

Il est aussi demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente à intervenir, ainsi que tous actes et documents concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté

12 Vente pour les besoins d'un projet privé d'une parcelle de la ville de Strasbourg située 30a, route d'Altenheim.

Il est demandé au Conseil d'approuver la vente au profit de Mesdames Evelyne SCHALLER et Laurence SIRMAN nées GUTHAPFEL, chacune pour moitié, ou toute personne morale qu'elles décideront de se substituer en tout ou partie avec accord de la ville de Strasbourg, des parcelles cadastrées :

Ban de Strasbourg

Section IN n° (5)/52 de 1,21 ares

Section IN n° (6)/52 de 0,21 are

toutes deux issues de la parcelle mère cadastrée section IN n° 378/52 de 1,42 ares, au prix de 9 524 € l'are, soit un prix total de 13 524€ HT, taxes et droits éventuels en sus.

Cette vente sera précédée d'une promesse de vente dans l'attente de la délivrance des permis de construire successifs sur les emprises concernées. Cette promesse pourra être réitérée en tout ou partie, au fil de l'engagement des projets de construction.

Afin de garantir l'accès des propriétaires actuelles aux parcelles cadastrées section IN n° 52 et 309, un droit de passage provisoire sera par ailleurs octroyé sur l'emprise des parcelles objet de la présente délibération jusqu'à l'exécution des ventes définitives.

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer la promesse, les actes de vente à intervenir ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté

13 Projets de transactions immobilières sur la ville de Strasbourg.

Il est demandé au Conseil d'approuver :

1. la vente amiable par la ville de Strasbourg au profit du bailleur social Habitation Moderne, du terrain sis rue de la Ménagerie à Strasbourg/Neudorf et cadastré :

Commune de Strasbourg
Section DR n° 278 d'une superficie de 48 m²

moyennant le prix de 11 520 € (onze mille cinq centvingt euros).

2. La rétrocession par la ville de Strasbourg au profit des époux Schmitt Fernand de la parcelle sise 21, rue de Murbach à Strasbourg/Neudorf et cadastrée :

Commune de Strasbourg
section HP n°195 d'une surface de 157 m²

moyennant le prix de 1 € (un euro).

Il est aussi demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté

14 PACT - Délibération complémentaire à la délibération du 16 décembre 2013 - Radiation d'un bail emphytéotique au bénéfice du PACT sur une parcelle propriété de la Ville.

Il est demandé au Conseil d'approuver la résiliation amiable par anticipation du bail emphytéotique passé avec le PACT67 devenu PACT du Bas-Rhin grevant la parcelle cadastrée :

Ban de Strasbourg
Section 45 n° 111/12 de 2,98 ares

avec effet rétroactif au 31 décembre 2014,

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer l'avenant à l'acte de résiliation du 31 décembre 2014 ainsi que tout acte ou document permettant la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté

15 Communication des projets d'aménagement sur l'espace public.

Il est demandé au Conseil de prendre connaissance des projets d'aménagement sur l'espace public concernant :

- le réaménagement de la rue de Wattwiller,
- le réaménagement de la place de l'Ile de France.

Communiqué

16 Site de la Fédération / Projet hangar et réaménagement de l'aire de stockage et de stationnement du service de l'Eau - Avis du Conseil municipal - Article L 5211-57 du CGCT.

Il est demandé au Conseil d'émettre un avis favorable quant à la réalisation, sur le ban de Strasbourg par l'Eurométropole de Strasbourg, du réaménagement de l'aire de stockage et de stationnement du service de l'Eau, située rue de la Fédération à Strasbourg, conformément au programme.

Adopté

- 17 Conclusion d'un marché annuel à bons de commandes (éventuellement reconductible trois fois) pour l'exécution de travaux de mise en peinture anticorrosion de garde-corps et tous éléments structurels métalliques d'ouvrages d'art sur les territoires de l'Eurométropole et de la ville de Strasbourg pendant l'année 2016.**

Signature d'un groupement de commandes avec la ville de Strasbourg.

Il est demandé au Conseil d'approuver, sous réserve de disponibilité des crédits, la conclusion du marché annuel à bons de commandes ci-dessous, conclu pour l'année 2016, éventuellement reconductible :

Service aménagement espaces publics communes :

Objet du marché	Montant Minimum €HT / AN	Montant Maximum €HT / AN
<p>Groupement de commandes : Ville/ Eurométropole de Strasbourg (coordonnateur)</p> <p>Travaux de mise en peinture anticorrosion de garde-corps et tous éléments structurels métalliques d'ouvrages d'art sur les territoires de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg.</p>	2 500	150 000

Il est également demandé au Conseil de décider :

- d'imputer les dépenses sur les crédits d'investissement et de fonctionnement du budget principal de la Ville de Strasbourg,
- de créer un groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg (coordonnateur Eurométropole de Strasbourg).

Il est aussi demandé au Conseil d'autoriser Monsieur le Maire ou son-sa délégué-e :

- à lancer les consultations, à prendre toutes les décisions y relatives,
- à signer la convention constitutive de groupements de commandes (en annexe de la présente délibération) avec l'Eurométropole de Strasbourg,
- à signer les marchés en résultant ainsi que les avenants et tout autre document relatif aux marchés en phase d'exécution,
- à exécuter les marchés en résultant pour la ville de Strasbourg.

Adopté

18 Création d'une commission de recours pour les jardins familiaux.

Il est demandé au Conseil d'approuver l'extension des missions et prérogatives de la commission consultative des jardins familiaux,

la possibilité d'être saisi par tout Strasbourgeois au titre des jardins familiaux ou de se saisir de tout dossier y relatif,

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à rédiger, soumettre et faire adopter par les membres de la commission consultative des jardins familiaux, le règlement de cette dernière.

Adopté

19 Reconduction d'une subvention à Haies vives d'Alsace pour la création d'un espace végétal démonstratif et ludique dans le Parc naturel urbain de Strasbourg.

Il est demandé au Conseil d'approuver :

- la poursuite du partenariat entre la ville de Strasbourg et l'association « Haies vives d'Alsace » dans le cadre du Parc naturel urbain de Strasbourg et du projet d'« Espace végétal démonstratif et ludique », encadré par la convention de mise à disposition de l'espace public et par la convention pluriannuelle d'objectif 2015-2018 ;
- la reconduction de l'attribution d'une subvention de 12 000 € pour l'année 2016, conformément à la convention pluriannuelle d'objectif 2015-2018.

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention financière correspondante et tous actes et documents concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté

20 Adhésion à l'Association LUCI.

Il est demandé au Conseil d'approuver l'adhésion au titre de l'année 2016 de la ville de Strasbourg à l'association LUCI avec reconduction tacite annuelle pour un montant annuel de 3 110 €,

Il est aussi demandé au Conseil d'autoriser l'adhésion à LUCI moyennant le paiement d'une cotisation annuelle de 3 110 €.

Adopté

ECONOMIE ATTRACTIVITÉ ET RAYONNEMENT

21 Subvention de la Ville au Ministère de la Défense pour la réalisation du projet de mise en lumière du Palais du Gouverneur.

Il est demandé au Conseil d'approuver le projet de convention portant sur l'illumination du palais du gouverneur militaire entre la ville de Strasbourg et l'Etat, Ministère de la Défense, portant sur la réalisation du projet de mise en lumière du palais du gouverneur militaire, en vue d'un versement d'une subvention de 15 000 €.

Il est aussi demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention conclue avec le Ministère de la Défense s'y rapportant.

Adopté

22 Attribution de subventions au titre de la Fête de l'Europe.

Il est demandé au Conseil d'approuver :

- le versement d'une subvention de 4 500 € au Centre d'information sur les institutions européennes,
- le versement d'une subvention de 3 000 € à Unir l'Europe,
- le versement d'une subvention de 2 500 € à l'AMSBD,
- le versement d'une subvention de 2 000 € à l'AMOPA,
- le versement d'une subvention de 3 000 € à ESN,
- le versement d'une subvention de 3 000 € à Passages,
- le versement d'une subvention de 3 000 € à Ephémère,
- le versement d'une subvention de 1 000 € à Quinz'Art,
- le versement d'une subvention de 4 000 € aux jeunes européens – Strasbourg,
- le versement d'une subvention de 2 300 € à l'école élémentaire du Neufeld,
- le versement d'une subvention de 1 000 € à l'APCAM,
- le versement d'une subvention de 900 € au Club de la Presse.

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté

23 Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.

Il est demandé au Conseil d'approuver :

Pour le Pôle coopération décentralisée et jumelages :

- le versement d'une subvention de 10 000 € à l'association Alsace Etats-Unis,
- le versement d'une subvention de 1 350 € à l'Orchestre universitaire de Strasbourg ;

Pour le Pôle Europe

- le versement d'une subvention de 10 000 € à l'ALDA,
- le versement d'une subvention de 10 000 € à MAG jeunes LGBT :

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté

24 Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg.

Il est demandé au Conseil d'approuver :

- le versement des subventions suivantes par le service Evénements en faveur de :

Association Salsa Loca	2 000 €
Association Ellesaussi	4 700 €
La Croisée des Chemins	2 000 €
Ludothèque de la Meinau – Association Je joue, je vis	4 000 €
Souvenir Napoléonien d'Alsace	1 000 €
Association Animation Vies de Quartier	2 450 €
Association régionale de lutte contre les discriminations et pour l'égalité des droits –ALDA	3 000 €
Association Pélucanto	1 500 €
Compagnie Mémoires Vives	40 000 €

- le versement de la subvention suivante par le service Périscolaire et éducatif en faveur de :

Société des Chorales d'Alsace	850 €
-------------------------------	-------

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions relatives à ces subventions.

Adopté

SOLIDARITÉ EDUCATION ENFANCE

25 Engagement de la ville de Strasbourg dans l'appel à projet "Territoire à énergie positive pour la croissance verte".

Il est demandé au Conseil d'approuver le lancement d'un marché relatif à l'accompagnement des ménages en précarité énergétique réalisé dans le cadre de l'appel à projets « territoire à énergie positive pour la croissance verte ».

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention d'appui financier de l'Etat au programme « territoire à énergie positive pour la croissance verte » et tout autre document s'y rapportant.

Adopté

26 Attribution de subventions aux associations d'accueil, d'accompagnement, d'hébergement et de suivi de femmes.

Il est demandé au Conseil d'approuver l'allocation d'une subvention de :

- 15 200 € à l'association Sos femmes solidarité,
- 15 000 € à l'association Mouvement Français du Planning familial,
- 2 000 € à l'association La Lune,
- 2 000 € à l'association Femmes d'ici et d'ailleurs,
- 1 000 € à l'association Osez le féminisme 67 !

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté

27 Attribution de subventions au titre des solidarités.

Il est demandé au Conseil de décider d'allouer les subventions suivantes :

1. Banque alimentaire du Bas-Rhin pour la lutte contre la faim
« fonctionnement »	39 000 €
2. Restaurants du cœur - les relais du cœur du Bas-Rhin
« fonctionnement »	20 000 €
3. Jusqu'à la mort accompagner la vie
« fonctionnement »	1 500 €
4. Centre communautaire israélite
« club séniors »	950 €

5. Association bas-rhinoise d'aide aux personnes âgées « téléassistance »	5 179 €
6. Plurielles « fonctionnement »	3 500 €
7. Home protestant « micro-crèche Le P'tit home »	14 000 €
8. Association Antenne – Mouvement d'accueil, d'information et de soutien « bureau d'accueil »	4 000 €
9. Contact et Promotion « Parcours linguistique » - Contrat de Ville n° 411	14 000 €
10. Association du centre social et culturel Victor Schoelcher « Parcours linguistique » - Contrat de Ville n° 108	10 600 €
11. Association du centre social et culturel de la Montagne-Verte « Parcours linguistique » - Contrat de Ville n°445	3 500 €
12. Association populaire Joie et Santé Koenigshoffen « Parcours linguistique » - Contrat de Ville n°366	10 600 €
13. Association du centre socio culturel de l'Elsau « Parcours linguistique » - Contrat de Ville n°441	5 500 €
14. Jeunes équipes d'éducation populaire « Parcours linguistique »- Contrat de Ville n°119	2 500 €
15. Centre socio culturel de la Robertsau L'Escale « Parcours linguistique » - Contrat de Ville n°433	3 500 €
16. Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg (ARES) « Parcours linguistique » - Contrat de Ville n°231650	1 000 €
17. Association du centre socio culturel du Fossé des Treize « Parcours linguistique »	3 000 €
18. Union féminine civique et sociale Familles rurales– UFCS « Parcours linguistique » - Contrat de Ville n°41	2 000 €
19. ESCAL « Parcours linguistique » - Contrat de Ville n°158	10 000 €
20. G.I.P. Formation continue et insertion professionnelle Alsace « Parcours linguistique » - Contrat de Ville n° 264	1 500 €
Total	155 829 €

Il est aussi demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté

28 Attribution de subventions au titre de la prévention.

Il est demandé au Conseil de décider l'attribution des subventions suivantes :

- au titre du dispositif Ville Vie Vacances 2016 :

Association du centre social et culturel du Neuhof	7 000 €
Association du centre socioculturel de la Meinau	6 000 €
Association du centre social et culturel de la Montagne Verte	5 000 €
Association Populaire Joie et santé « Koenigshoffen »	6 000 €
Association du centre social et culturel Au delà des Ponts	6 000 €
Association du centre social et culturel de Hautepierre « Le Galet »	3 000 €
Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize	2 500 €
Centre de Loisirs et de la Jeunesse	8 000 €
Association AUDIORAMA	2 000 €
Association Action Médiation Insertion de Hautepierre	3 000 €
Association les Disciples	6 900 €
Association LUPOVINO - Lutte pour une vie normale	7 700 €
Association Par Enchantement	3 500 €
Comité départemental de la Jeunesse au Plein Air du Bas-Rhin	4 000 €
Association EVI'DENCE	500 €
Association du centre social et culturel de l'Elsau	1 250 €
Association l'Eveil Meinau	1 800 €
Association Mistral-Est	3 080 €
Association Solidarité Culturelle	400 €
Unis vers le sport	800 €
Association Initiatives de la Montagne Verte – IMV	500 €

- à titre de participation au financement des Assises européennes 2016 :

Association GENEPI- STRASBOURG	2 500 €
--------------------------------	---------

Il est aussi demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés relatifs à ces subventions.

Adopté

29 Travaux divers dans les écoles.

Il est demandé au Conseil d'approuver le programme de travaux.

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e :

- à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures, conformément au Code des marchés publics et à signer et exécuter les actes en résultant,
- à signer les dossiers de demande de déclaration de travaux, de permis de démolir et de permis de construire,
- à solliciter auprès du Département du Bas-Rhin, de la Région Alsace, de l'ANRU, et des autres financeurs les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.

Adopté

30 Programmation 2016 des actions soutenues au titre du Contrat de Ville.

Il est demandé au Conseil de décider d'attribuer au titre de la Direction de projet du Contrat de Ville, les subventions suivantes :

Centre Social et Culturel de Hautepierre (Le Galet)	1 000 €
« Gestion des gymnases de Hautepierre » (n°77)	
Association Unis vers le Sport	7 000 €
« Journée UNIS VERS le SPORT » (n°16)	1 000 €
« Programme VivaCité » (n°18)	3 000 €
« Programme Unis vers le Sport (anciennement Diambars Attitude) » (n°23)	3 000 €
Association Porte Ouverte	1 500 €
« Activités Physique Santé » (n°349)	
Association La Maison Théâtre	4 000 €
« Faites du théâtre ! Edition 2016 » (n°78)	
ACAS - Association Culturelle des afghans de Strasbourg	1 500 €
« Action culturelle et accompagnement administratif et social » (n°92)	
Association Contact et Promotion	7 700 €
« Action de socialisation et d'éducation à l'environnement » (n° 412)	5 000 €
« Animation d un jardin partagé dans la Cité Nucléaire » (n° 409)	2 700 €
Association Compagnie Mistral Est	7 000 €
« Trajectoires » (n°39)	
Association Wonder Wiz art	2 000 €
« Riche en faire » (n°430)	

AGATE Neuhof - Association de Gestion des Ateliers du Neuhof « Agate Neuhof, outil de la participation des habitants » N°140	17 000 €
Association Les Petits Débrouillards du Grand Est « Clubs Sciences » (n°280)	6 000 €
Association Humeur Aqueuse « Atelier de création textile et vestimentaire du Quartier de 5 000 € Hautepierre » (n°159) « Atelier de création textile et vestimentaire des quartiers du 7 500 € Neuhof et de Schiltigheim/Bischheim »(n°161)	12 500 €
Association Joie et Santé Koenigshoffen (Association Populaire) « Jardin et Ecocitoyens » (n°365)	2 500 €
Association AMI - Action Médiation Insertion de Hautepierre « Sport, loisir et santé »(n°130)	1 000 €
Association ECO-CONSEIL « Défis 10 jours sans écran - Ecoles Schwilgué, L'Angevin et Gliesberg à Strasbourg » (n°450)	3 900 €
Collège Solignac « Web-radio des établissements scolaires du Neuhof » (n°414)	600 €
Centre Socio Culturel du Neudorf « Les jeunes acteurs du futsal » (n°96) - Nouveau projet	1 500 €
Association Elles aussi « Les mamans disent » (n°369)	1 500 €
 Les propositions ci-dessus représentent une somme totale de 78 200 € .	
Il est également demandé au Conseil d'attribuer au titre de la Délégation Sécurité, Prévention et Sports, service Prévention Urbaine, les subventions suivantes :	
THEMIS - Association pour l'accès aux droits pour les enfants et les Jeunes « Service Droit des Jeunes » (n°195)	57 435 €
VIADUQ 67- Association bas-rhinoise pour les victimes d'infraction, l'accès au droit et les usagers de tous quartiers « Aide aux victimes - Accès au droit - Médiations Pénales - 38 550 € Ecrivain Public » (n°301) « Maison de la Justice et des Droits » (n°309))	44 550 € 6 000 €

CLJ - Centre de Loisirs et de la Jeunesse « La Police à l'écoute des jeunes » (n°381)	35 000 €
Association SOS Aide aux Habitants « Sensibilisation adultes et jeunes à leurs droits et obligations (SAJ) » (n°384)	6 350 €
Association SOS Aide aux Habitants « Aide aux victimes - Accès individuel au Droit -Médiations pénales - Gestion des conflits » (n°394)	28 000 €
Association Jeunes Equipes d'Education Populaire (JEEP) « Chantiers éducatifs JEEP 2016 » (n°120)	3 000 €
ARSEA - Association Régionale Spécialisée d'Action Sociale d'Education et d'Animation « Le contrôle judiciaire socio-éducatif » (n°435)	4 000 €

Les propositions ci-dessus représentent une somme totale de **178 335 €**.

Il est aussi demandé au Conseil d'attribuer au titre de la Direction des Sports, les subventions suivantes :

Cercle de l'Aviron de Strasbourg « Découverte de l'Aviron et sensibilisation à l'environnement » (n° 60)	1 000 €
Association Allez les filles « Allez les filles » (n° 196)	5 000 €
CSH – Club Sportif HautePierre « Allez les filles » (n° 217)	4 500 € 1 500 €
« Animation des quartiers basées sur le BMX » (n° 227)	3 000 €
Club Alpin Français de Strasbourg « Développement de l'escalade et des activités de pleine nature au Neuhof » (n° 192)	1 000 €
ASPTT Strasbourg « Découverte de l'athlétisme dans les quartiers » (n° 22)	2 500 € 1 000 €
« Pratique sportive et citoyenneté à travers la pratique du Handball » (n° 50)	1 000 €
« Football pour les quartiers » (n° 52) - nouveau projet	500 €
Sporting Strasbourg Futsal Association (SSF) « Mercredi du Futsal » (n° 28)	2 000 €

Association Taekwondo Sipjin Strasbourg « Découverte du Taekwondo et aide à l'accès au club pour les jeunes en difficulté » (n°306)	1 000 €
Association Koryo taekwondo « Développement de la pratique sportive au travers du taekwondo au sein du quartier de la cité de l'III » (n°207) - nouveau projet	1 000 €
Il est en outre demandé au Conseil d'attribuer au titre de la Direction de la Culture, les subventions suivantes :	
Jazz d'Or Festival « Les trois Cosmonautes » (n°2)	6 000 €
Association AMSED – Association Migration Solidarité et Echange pour le Développement « Animations interculturelles et de proximité » (n°6)	2 500 €
Association Ballade « Papyros N6T » (n°10)	4 000 €
Collège du Stockfeld « Classes à parcours artistique » (n°25)	3 800 €
FRANCAS - Association Territoriale des Francas de Strasbourg Bas-Rhin « Les portes du temps - bas Rhin 2016 » (n°44)	3 000 €
Association C'est Tout un Art « Festival "Couleurs Conte" 10 ^{ème} édition » (n°58)	2 000 €
Association C'est Tout un art « Atelier de création d'histoire au Port du Rhin » (n°215)	1 200 €
Association La Maison Théâtre « Faites du théâtre ! » (n°78)	10 000 €
Centre Socio Culturel du Neudorf « La Musau fait son cinéma » (n°98) - nouveau projet	1 500 €
Maison de Santé de Hautepierre (Association MSP) « Etre(s) en mouvement » (n°157)	1 400 €
Compagnie Mémoires Vives « Histoire et mémoires des 3 Neuhof » (n°176) - nouveau projet	2 000 €
Association Audiorama « Musiques à la Meinau - 2016 » (n°200)	5 000 €

Association Stimultania « L'œil vivant : image, son et société » (n°209)	1 500 €
Association Afrique Etoiles « Animation culturelle pour l'éducation artistique » (n°211)	2 000 €
Association Latitude/Atrium « Un temps pour grandir autour des instruments à percussion » (n°234)	1 500 €
Centre Socio Culturel du Neuhof « Apporter une aide individualisée aux familles et s'investir dans des démarches de projets partenariaux » (n°235)	5 000 €
Courant d'Art « Les samedis artistiques » (n°308)	14 000 €
Association HORIZOME « Résidence artistique » (n°358)	8 000 € 2 000 €
« Festival "Voix Publiques" » (n°363)	6 000 €
Association Les Percussions de Strasbourg « Percustra 2016 » (n°36)	10 000 €
Association Populaire Joie et Santé Koenigshoffen « Village Utopique » (n°368)	4 000 €
Association Wonder Wiz Art « Riche en faire » (n°430)	3 600 €
<p>Les propositions ci-dessus représentent une somme totale de 92 000 €.</p> <p>Il est demandé au Conseil d'attribuer au titre de la Direction des Solidarités et de la Santé, les subventions suivantes :</p>	
Association Les Disciples « Un foyer dans la cité _ Action sociale : Accompagnement des familles en difficulté » (n°230)	7 000 €
Association Tremplin Neuhof « Epicerie sociale et ateliers pédagogiques » (n°263)	30 500 €
Association Les Restaurants et Relais du Cœur Bas-Rhin « Les rendez-vous Cinéma 2015-2016 » (n°268)	1 000 €

Association Mouvement ATD Quart Monde	3 200 €
« Bibliothèque de rue » (n°313)	2 000 €
« Université Populaire Quart Monde » (n°314)	1 200 €

Les propositions ci-dessus représentent la somme totale de **41 700 €**.

AMSED - Association Migration Solidarité et Echange pour le Développement	2 300 €
« Ecrivain public à vocation d'insertion sociale » (n°7)	

Association TOT ou T'ART	4 000 €
« Favoriser l'accès aux pratiques culturelles et artistiques des habitants des QPV » (n°62)	

Association RETRAVAILLER ALSACE	6 000 €
« Mobilisation des femmes vers l'emploi résidant en quartiers prioritaires » (n°116)	

JEEP - Jeunes Equipes d Education Populaire	5 000 €
« Insertion sociale des bénéficiaires du RSA et autres adultes en difficulté » (n° 117)	

Association Fédération du Bas-Rhin du Secours Populaire Français (SPF 67)	1 500 €
« Atelier de couture et de création textile » (n°206)	

Association Plurielles	7 500 €
« action d Insertion Formation linguistiques à destination des femmes migrantes du quartier prioritaire de la ville et environs » (n °343)	

Les propositions ci-dessus représentent la somme totale de **26 300 €**.

Association Cité Santé Neuhof	2 500 €
« Ateliers lecture/sommeil » (n °26)	1 500 €
« Petits-déjeuners santé » (n°27)	1 000 €

Société de Gymnastique La Concorde Robertsau	1 600 €
« Je me bouge dans mon quartier » (n°59) - nouveau projet	

Centre Socio Culturel Cronembourg (Victor Schœlcher)	3 000 €
« Ateliers du bien-être » (n°94)	

Maison de Santé de Hautepierre (Association MSP)	3 000 €
« Etre(s) en mouvement » (n°157) - nouveau projet	

ALT - Association de Lutte contre la Toxicomanie **16 200 €**
 « Point d'Accueil et d'Ecoute jeunes » (n°315)

Association Migrations Santé Alsace **3 000 €**
 « Favoriser l'accès à la santé : informations sur les droits et éducation pour la santé en direction des populations migrantes » (n°337)

Association Populaire Joie et Santé Koenigshoffen **6 000 €**
 « Projet Santé : "Du Je au Nous" » (n°362)

Association AU DELA DES PONTS **3 500 €**
 « Le jardin partagé » (n°457)

Les propositions ci-dessus représentent la somme totale de **38 800 €**

Association Nadi Chaâbi - Centre d'Initiatives et de Promotion Familiale **14 700 €**

« Pères et Re-pères » (n°63) 1 200 €

« A petits pas de mères » (n°64) 1 000 €

« Soutien à la fonction parentale » (n°65) 10 000 €

« Rencontre avec les parents de l'Elsau » (n°66) 1 500 €

« Université printanière des parents/ 5ème édition » (n°69) 1 000 €

Association SOS Aide aux habitants Neuhoef **9 000 €**
 « Dispositif d'accompagnement psychosocial et éducatif des familles monoparentales et leurs enfants » (n°396)

Les propositions ci-dessus représentent la somme totale de **23 700 €**.

Association Bien Vivre Ensemble **1 500 €**
 « Accueil pour lutter contre l'isolement et pour les liens intergénérationnels » (n°131)

Nadi Chaâbi - Centre d'Initiatives et de Promotion Familiale **4 500 €**
 « Club de séniors d'ici et d'ailleurs » (n°68)

La proposition ci-dessus représente la somme de **6 000 €** à imputer sur les crédits ouverts sous activité AS08B, nature 6574, fonction 61, programme 8010, dont le disponible avant le présent conseil est de 246 750 €.

Au titre de la Direction du développement économique et de l'attractivité, service Emploi Economie Solidaire, la subvention suivante :

Association AU DELA DES PONTS 6 400 €
 « Sur les chemins de l'emploi » (n°459)

La proposition ci-dessus représente une somme totale de **6 400 €**.

Il est également demandé au Conseil d'attribuer au titre de la Direction de l'Animation Urbaine, service Vie associative, les subventions suivantes :

AMSED - Association Migration Solidarité et Echange pour le Développement 2 500 €
 « Animations interculturelles de proximité » (n°6)

Centre Socio Culturel Cronenbourg (Victor Schœlcher) 1 500 €
 « Liberté une valeur à partager » (n°105)

Porte Ouverte 600 €
 « Et voici mon quartier ! » (n°352) - nouveau projet »

Les propositions ci-dessus représentent une somme de **4 600 €**.

Il est en outre demandé au Conseil d'attribuer au titre de la Direction de l'Animation Urbaine, service Evénement, les subventions suivantes :

APAN – Association pour l'animation du Neuhof 19 000 €
 « Les rencontres du Neuhof » (n°1)

Association BRETZ SELLE 4 500 €
 « Ateliers pédagogique de mécanique cycle sur la tournée Arachnima 2016 » (n°55)

Centre Social et Culturel de Hautepierre (Le Galet) 2 000 €
 « Musiques du Monde Hautepierre 2016 » (n°80)

ARACHNIMA (Art et Echange) 106 000 €
 « Arachnima en tournée » (n°103)

Association Maison des Jeux de Strasbourg 9 000 €
 « La caravane des jeux » (n°137)

Association Maison des Jeux de Strasbourg 2 000 €
 « La fête du Jeu 2016 » (n°141)

Association THEMIS 6 000 €
 « Participation à la tournée Arachnima » (n°189)

Association Les petits Débrouillards du Grand Est 10 000 €
 « Participation à la tournée Arachnima » (n°281)

Union départementale de la consommation logement et cadre de vie – 1 500 €
UD CLCV 67

« 'Fêtons nos cultures' les 21 et 22 octobre 2016 » (n°282)

Les propositions ci-dessus représentent une somme totale de **160 000 €**.

Adopté

31 Reconversion du Bâtiment B de l'Ecole élémentaire du Conseil des XV en une Maison des services.

Il est demandé au Conseil d'approuver l'opération de reconversion du Bâtiment B de l'Ecole élémentaire du Conseil des XV en Maison des services pour un montant de 2 325 000 €TTC.

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e :

- à signer et à exécuter les marchés d'études, de travaux et de fournitures, conformément au Code des marchés publics ;
- à signer les dossiers de demandes de démolir et permis de construire ;
- à solliciter auprès de tous les partenaires concernés les participations aux subventions et mécénats qui pourront être mis en œuvre et à signer tous les documents en résultant.

Adopté

CULTURE ET SPORT

32 Enrichissement des collections des musées.

Il est demandé au Conseil d'approuver :

pour le Musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration

l'acquisition de 34 dessins originaux d'André François,
pour un montant de 30 000 €

Il est aussi demandé au Conseil d'accepter :

la donation de 6 dessins originaux de Paul Flora, David Levine, Ronald Searle,
Roland Topor
pour une valeur de 23 500 €

Il est également demandé au Conseil d'accepter :

pour le Musée des Beaux-Arts

le dépôt de l'œuvre « Allégorie de la Justice et de la Foi », tableau nordique peint, seconde moitié du XVIe siècle
pour une valeur de 30 000 €,

Il est en outre demandé au Conseil de charger le Maire ou son-sa représentant-e d'effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions et l'autorise à signer tous documents y relatifs.

Adopté

33 Convention de mécénat en faveur des musées de la Ville :

- **restauration d'une peinture de Valentin de Boulogne des « Musiciens et des soldats », XVIIe siècle,**
- **restauration d'objets de culte de la Genizah de Dambach-la-Ville.**

Il est demandé au Conseil d'approuver la conclusion au titre des musées de la ville de Strasbourg, des conventions entre la Ville et :

- la Société des Amis des Arts et des Musées de Strasbourg pour un montant de 30 793,20 € pour la restauration d'une peinture de Valentin Bourgogne « des Musiciens et des soldats »,
- M. Philippe Dolfi, pour un montant de 4 932 € pour la restauration de textiles issus de la Genizah de Dambach-la-Ville ;

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout acte relatif aux actions de mécénat.

Adopté

34 Convention de partenariat :

- **avec l'Institut National du Patrimoine dans le cadre de "chantiers école",**
- **avec le CNRS, l'INSA, les sociétés INGEO et ArxIT, la Région Alsace Champagne Ardenne Lorraine pour un projet de numérisation en 3D du plan-relief du Musée historique.**

Il est demandé au Conseil d'approuver :

- la conclusion au titre des musées de la ville de Strasbourg, de la convention de partenariat entre la Ville et l'Institut National du Patrimoine pour la mise en place de trois « chantiers école » au printemps et à l'été 2016,

- l'accord de partenariat avec le Centre National de Recherche Scientifique (CNRS), délégation Provence, l'Institut National des Sciences Appliquées de Strasbourg (INSA), les sociétés INGEO et ArxIT et la Région Alsace Champagne Ardenne Lorraine dans le cadre d'une première étape de travail pour la numérisation du plan-relief du musée historique

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout document relatif à cette convention et à cet accord.

Adopté

35 Conclusions de marchés d'acquisition de matériels professionnels de son, de lumière et de vidéo pour spectacles vivants et évènementiels et d'instruments de musique pour la direction de la Culture.

Il est demandé au Conseil d'approuver sous réserve de l'inscription des crédits au budget, la passation après mise en concurrence d'accords-cadres d'une durée d'un an renouvelables trois fois pour :

- l'acquisition de matériels professionnels de son, de lumière et de vidéo pour spectacles vivants et évènementiel pour un montant maximum estimatif tout lot confondu sur la totalité de la période de 1 200 000 € HT
- l'acquisition d'instruments de musique pour un montant maximum estimatif tout lot confondu sur la totalité de la période de 750 000 €HT

Il est demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e :

- à lancer les consultations nécessaires conformément aux dispositions du Code des marchés publics et à prendre toutes les décisions y relatives
- à signer et exécuter les marchés correspondants et tous les actes en découlant pour la ville de Strasbourg.

Adopté

CULTURE ET SPORT

36 Restructuration de l'immeuble 5, place du Château - Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP).

Il est demandé au Conseil d'approuver la première phase de restructuration de l'immeuble 5, place du Château – Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP) pour un montant de 1 400 000 € TTC conformément au programme.

Il est aussi demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e :

- à signer et à exécuter les marchés d'études, de travaux et de fournitures, conformément au Code des marchés publics ;
- à signer les dossiers de demandes de démolir et permis de construire ;
- à solliciter auprès de tous les partenaires concernés les participations aux subventions et mécénats qui pourront être mis en œuvre et à signer tous les documents en résultant.

Adopté

37 Conclusion de marchés de réalisation des supports de communication et d'une convention de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg pour la communication des Médiathèques.

Il est demandé au Conseil d'approuver :

- la passation, après mise en concurrence, du marché pour la réalisation de supports de communication pour les médiathèques pour une durée de quatre ans maximum avec des montants minimum et maximum estimatifs comme ci-dessous définis dans le cadre d'un groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg :

	Montant par période d'un an.		Montant sur l'ensemble des périodes d'exécution des marchés (4 ans).	
	Minimum en € HT	Maximum en € HT	Minimum en € HT	Maximum en € HT
Ville de Strasbourg	500	10 000	2 000	40 000
Eurométropole de Strasbourg	20 000	80 000	80 000	320 000
Total	20 500	90 000	82 000	360 000

- la convention constitutive du groupement de commandes entre la ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg, dont l'Eurométropole de Strasbourg assurera la mission de coordonnateur,

Il est également demandé au Conseil d'autoriser :

- le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention avec l'Eurométropole de Strasbourg, laquelle aura la charge de lancer les consultations, de prendre toutes les décisions y relatives selon les termes de la convention constitutive et de signer les marchés en résultant,
- le Maire ou son-sa représentant-e à exécuter les marchés en résultant pour la ville de Strasbourg.

Adopté

38 Conclusion de marchés de prestations de nettoyage et d'entretien de locaux, éventuellement reconductibles, pour la ville de Strasbourg.

Il est demandé au Conseil d'approuver, sous réserve de disponibilité des crédits, le lancement d'une procédure d'appel d'offres relative à la passation de marchés de prestations de nettoyage, conformément aux code des marchés publics, pour une durée d'un an reconductible trois fois et pour les montants suivants :

Objet	Part forfaitaire	Part à bons de commande	
	Montant estimatif € HT annuel	Montant minimum € HT annuel	Montant maximum € HT annuel
Lot 1 : Secteur Hautepierre	47 000 €	sans mini	10 000 €
Lot 2 : Secteur Cronembourg	44 000 €	sans mini	10 000 €
Lot 3 : Secteur Montagne Verte - Elsau	70 000 €	sans mini	10 000 €
Lot 4 : Secteur Neuhof	44 000 €	sans mini	10 000 €
Lot 5 : Secteur Meinau	43 000 €	sans mini	10 000 €
Lot 6 : Secteur Robertsau-Wacken	82 000 €	sans mini	10 000 €
Lot 7 : Secteur Neudorf	40 000 €	sans mini	10 000 €
Lot 8 : Secteur Poteries-Hohberg	65 000 €	sans mini	10 000 €
Lot 9 : Nettoyage des stades	36 000 €	sans mini	10000 €
Lot 10 : Locaux Baggersee		45 000 €	85 000 €
Lot 11 : Prestations exceptionnelles de nettoyage des équipements sportifs de la ville de Strasbourg		sans mini	sans maxi
Lot 12 : Ecole maternelle Scheppler	22 000 €	sans mini	sans maxi

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e :

- à lancer la consultation,
- à prendre toutes les décisions y relatives,
- à signer et à exécuter les marchés en résultant.

Adopté

39 Versement de subventions à diverses associations et manifestations sportives strasbourgeoises.

Il est demandé au Conseil d'approuver l'allocation de subventions pour un montant total

de **26 400 €** réparti comme suit :

- **1 000 €** à l'association sportive suivante :

ASL Robertsau **1 000 €**
Compensation de la perte des créneaux squash de l'association lors des Internationaux de tennis de Strasbourg.

- **25 400 €** aux associations sportives suivantes :

Association Sportive Strasbourg **1 500 €**
Soutien à l'organisation, le 25 mars 2016, d'un tournoi franco-allemand de football réunissant 800 jeunes âgés de 7 à 13 ans au stade de la Rotonde.

Cercle d'Escrime de Strasbourg **2 000 €**
Soutien à l'organisation, les 5 et 6 mars 2016, de la 32^{ème} édition des Internationaux d'épée de Strasbourg

Club Sportif de Hautepierre **2 000 €**
Soutien à l'organisation, le 24 avril 2016, par la section BMX, de la 3^e manche du challenge Grand Est de BMX

Comité Territorial d'Alsace de Rugby **1 500 €**
Soutien à l'organisation, le 30 janvier 2016, d'un match amical France-Italie de préparation au tournoi des VI Nations des moins de 18 ans

Joie et Santé Koenigshoffen **2 400 €**
Soutien à l'organisation des manifestations suivantes :
- 23^{ème} édition du challenge Michel Schwing (football) le 1^{er} mai 2016
- Tournoi international de basket en mai et juin 2016
- 21^{ème} édition du tournoi international de hockey sur gazon les 3 et 4 septembre 2016

Nouvelle Ligne **16 000 €**
Soutien à l'organisation, du 20 au 22 mai 2016, de la 11^e édition du NL Contest au skate park de la Rotonde

Il est également demandé au Conseil d'autoriser le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

INTERPELLATIONS

40 Interpellation de Madame Fabienne KELLER et Monsieur Jean-Philippe VETTER : la sécurité une priorité à sanctuariser.

Le texte et la réponse à l'interpellation figurent en annexe du présent compte-rendu sommaire.

41 Interpellation de Madame Laurence VATON : Tram Ouest : concertation publique.

Le texte et la réponse à l'interpellation figurent en annexe du présent compte-rendu sommaire.

LE MAIRE,

ROLAND RIES

Annexe au compte-rendu sommaire du Conseil Municipal du 25 avril 2016

--°°--

Interpellations

1 Interpellation de Madame Fabienne KELLER et Monsieur Jean-Philippe VETTER : la sécurité une priorité à sanctuariser.

Monsieur le Maire,

Suite aux attentats du 13 novembre 2015, l'organisation de la dernière édition du marché de Noël a nécessité toute l'implication de la police municipale de Strasbourg. Je tiens à saluer ici l'engagement et le professionnalisme de ces femmes et ces hommes qui ont permis aux Strasbourgeois et aux touristes de fréquenter et visiter sereinement notre capitale européenne.

Avec le retour des beaux jours, ceux qui sont au plus près du terrain et des habitants tout au long de l'année, seront à nouveaux fortement sollicités pour assurer la sécurité et la tranquillité de tous. Chacune et chacun reconnaîtra ici la valeur de leur travail et l'efficacité dont ils font preuve au quotidien, dans des situations souvent difficiles.

Service indispensable à la quiétude de notre cité, la Police Municipale de Strasbourg n'en est pas moins en proie aux incertitudes liées à votre politique de réduction des personnels actuellement à l'œuvre dans notre collectivité. Or dans le contexte actuel où des mesures drastiques sont prises pour lutter contre la menace terroriste, la sécurité est une, voire la première préoccupation des Strasbourgeois.

Monsieur le Maire, vous voudrez bien me confirmer que le service de la Police Municipale de Strasbourg ne souffrira pas, ni en termes de postes ni en termes de budgets, de réductions annoncées dans les années à venir. La sécurité et la prévention ne peuvent et ne doivent être considérées comme des politiques communes et doivent au contraire être traitées de manière spécifiques.

Pour exercer à bien leur métier, les policiers municipaux gagneraient ainsi à voir leurs moyens renforcés : plusieurs postes seraient aujourd'hui vacants pour atteindre le

niveau de l'effectif théorique. Quand est-il exactement ? Et comptez-vous les pourvoir un jour ?

Le service gagnerait également à voir le cadre ses missions défini de manière plus précise. Car l'efficacité de ses actions dépend grandement des prérogatives allouées par le Maire. Quels sont par exemple les moyens concrets dont disposent les policiers municipaux pour intervenir auprès des marginaux qui se réinstallent progressivement à Strasbourg, et plus particulièrement au centre-ville en compagnie de chiens non attachés ? Le choix en la matière par les villes de Marseille ou Nice sont particulièrement intéressants.

Enfin, face aux obligations et missions toujours plus nombreuses, il convient de vous assurer du bon fonctionnement et de la réactivité du service, de la fluidité des échanges d'informations entre les différents acteurs de la sécurité à Strasbourg ainsi de la possibilité que les policiers municipaux de disposer de formations permettant de renforcer leurs compétences et leurs savoir-faire dans un milieu qui est parfois agressif et même quelques fois hostile.

Je vous remercie, Monsieur le Maire, des assurances que vous pourrez nous donner sur ce qui constitue pour les Strasbourgeois une priorité à sanctuariser.

Réponse de Monsieur le Maire :

Monsieur le Conseiller,

Avant de parler de sécurité, votre interpellation questionne, plus globalement, notre politique de réduction du personnel, mise en œuvre, je le rappelle, pour répondre au besoin réel de modernisation et d'optimisation de notre administration pour mieux répondre aux attentes des Strasbourgeois, rendre le meilleur service possible au meilleur coût possible, c'est cela l'objectif final. Je rappelle que nous avons prévu une stabilisation de l'enveloppe salariale à l'horizon 2020 et pour cela il faut arriver, effectivement, à une réduction du personnel, c'est-à-dire se réorganiser. C'est la tâche du directeur général des services de façon à rendre plus efficace notre administration pour rendre ce service à la population.

Très concrètement, nous avons pris à ce sujet un ensemble d'engagements, dont celui, que je viens d'évoquer, de stabiliser la masse salariale qui représente, quand même, aujourd'hui plus de 60 % de notre budget de fonctionnement. Cela implique mécaniquement une baisse de l'ordre de 10 % des effectifs d'ici la fin du mandat, comme je l'ai dit.

Cette politique, qui tranche avec de nombreuses années, on va dire de « laisser aller » et, je le reconnais, pas seulement sous le mandat Fabienne KELLER, nous aussi, nous avons cédé à la facilité qui consistait chaque fois qu'il y avait un service nouveau à

recruter du personnel. Aujourd'hui on atteint les limites de ce dispositif. Il faut, certes, des services nouveaux mais il faut s'organiser de façon à ne pas augmenter indéfiniment le nombre de fonctionnaires et donc l'enveloppe salariale qui est liée à cette augmentation.

Concernant plus spécifiquement la sécurité, je veux, comme vous, souligner le dévouement des policiers municipaux pour assurer la sécurité de nos concitoyens et des visiteurs notamment pendant la période du marché de Noël, comme vous l'avez-vous-même rappelé. C'est d'ailleurs plus largement l'implication de très nombreux agents de notre collectivité, pas seulement de la Police municipale, qui a permis à cette 445^{ème} édition du Christkindelsmärik de se tenir dans les meilleures conditions de sécurité. Qu'ils en soient ici à nouveau remerciés.

Vous l'avez souligné, Monsieur Vetter, nous connaissons actuellement, et après les attentats de Paris et de Bruxelles, un renforcement très significatif de mesure de sécurité de notre pays. Bien entendu, cela concerne principalement les services de l'Etat, mais nos équipes sont également fortement mobilisées pour répondre aux attentes de nos concitoyens.

Dans ce contexte, il n'est évidemment pas question, pour moi, de réduire les effectifs de policiers municipaux à Strasbourg ni de réduire ses moyens. Nous avons, d'ailleurs, sanctuarisé de la même façon l'action sociale territoriale parce que je pense que dans une collectivité locale ces deux moyens d'actions de la collectivité, prévention et, en cas de passage à l'acte, répression sont intimement liés.

De manière assez logique, faut-il rappeler que cette collectivité emploie près de 8 000 collaborateurs ?, le service de la police municipale connaît des mouvements (mutations, départs à la retraite, réussite de concours, etc...). Des recrutements sont donc régulièrement organisés, en lien avec le rythme des concours. Des entretiens sont en cours pour combler les postes vacants, actuellement au nombre de douze. C'est au fond un phénomène cyclique qui s'explique par l'existence de ces concours pour rentrer dans la fonction publique et particulièrement dans la Police municipale.

Concernant la formation, le Centre National de Fonction Publique territoriale a structuré une offre qui correspond aux besoins et aux attentes de nos agents. Les thématiques en lien avec la radicalisation ou les publics socialement fragilisés sont partie intégrante de l'offre 2016.

Par ailleurs, nous adaptons continuellement le cadre d'intervention de la police municipale, dans le cadre des pouvoirs de police du Maire. Il s'agit de créer les conditions les plus favorables d'interventions préventives ou répressives afin de maintenir l'espace public dans une ambiance sûre et apaisée. Pour cela, nous mobilisons plusieurs outils comme la vidéo-protection ou la prise d'arrêtés spécifiques.

Et puisque vous évoquez spécifiquement les publics marginaux, je peux vous citer en exemple le travail que nous menons sur la statue du Général Kléber qui, après une

rénovation complète, va être protégée d'une lice basse, je crois savoir qu'elle a été mise en place aujourd'hui même. J'ai vu des photos, cela laisse à la fois la majesté du monument mausolée, je le rappelle les restes du général Kléber sont enterrés à cet endroit, donc c'est un tombeau, on le laisse en visibilité et en même temps on empêche, ceux qui veulent traverser pourront traverser mais du coup ils seront en infraction, il faut éviter que sur la dalle ou autour de la statue il y ait des regroupements et notamment de marginaux. Un arrêté destiné à protéger ce monument qui est avant tout une sépulture, et qui permettra à la police d'en écarter les squatteurs et la consommation d'alcool, est sur le point d'être signé.

Tout ce travail se fait bien évidemment en concertation et en coordination avec un ensemble de partenaires et d'acteurs de la sécurité, et en particulier avec la Police Nationale avec laquelle la complémentarité est particulièrement forte. C'est même une spécificité strasbourgeoise, ces deux polices qui parfois ont tendance à travailler chacune dans leur coin parce qu'elles n'ont pas le même statut, pas les mêmes pouvoirs, travaillent de façon parfaitement complémentaires, n'est pas Pierrette Gunther-Saës ?

Voilà, mon cher collègue, en quelques lignes, les éléments de réponse que je peux vous apporter aujourd'hui. Il est bien entendu que nous sommes très attentifs, dans la période difficile que nous connaissons, à l'ensemble de ces éléments.

Cette réponse est suivie d'un échange.

2 Interpellation de Madame Laurence VATON : Tram Ouest : concertation publique.

Monsieur le Maire,

La concertation publique, concernant le projet de desserte tramway du quartier de Koenigshoffen, est en cours. Vous l'avez déjà prolongé une première fois jusqu'au 2 juin, et des réunions publiques ont déjà eu lieu et seront encore organisées d'ici là par les associations sur ce sujet.

La concertation sera clôturée le 2 juin, jour de l'unique réunion publique organisée par les services de la collectivité. Or, beaucoup de nos concitoyens attendent cette réunion afin de connaître l'ensemble des arguments des différentes parties prenantes, associations comme ville de Strasbourg et Eurométropole. C'est pourquoi je me joins aux différentes associations pour vous demander de reporter de quelques jours la fin de la concertation publique, afin que tout citoyen qui le souhaite puisse déposer ses observations par écrit après le 2 juin, en étant alors en pleine connaissance des différents arguments des uns et des autres.

Par ailleurs, comme chacun sait, alors que les tracés envisageables sont au nombre de

quatre, seuls deux tracés ont été retenus. Ma deuxième question est la suivante : pourquoi la variante 1, avec le Tram C prolongé depuis la gare centrale vers Koenigshoffen, est-elle purement et simplement éliminée, alors que cette variante a été choisie et déjà votée en 2013 ? Pourquoi cette tergiversation aujourd'hui alors que votre propre majorité l'avait proposée et fait voter à l'époque ?

Je rappelle qu'en 2013, le programme d'extension du réseau de tram sur fer a été arrêté dans une délibération en date du 12 juillet avec deux opérations d'extensions phasées, dont celle vers l'Ouest. Les études d'avant-projet ont été approuvées, avec pour l'extension ouest, un tracé qui a été étudié et approuvé, et qui passait bien par la Gare, les Boulevards de Metz et de Nancy, par le quartier de Koenigshoffen pour arriver aux Poteries.

Un coût d'objectif de 113,8 M€ pour l'extension ouest a été approuvé, en vue de l'inscription au budget de la CUS, à l'époque, avec une subvention de l'Etat accordée à condition que les travaux soient démarrés au plus tard au 31 décembre 2016.

Enfin, toujours dans la même délibération, les missions de maître d'ouvrage pour ces extensions de tram avaient été transférées au concessionnaire CTS en vue de leurs réalisations. La CTS avait donc une feuille de route avec un tracé, un coût, un financement et des échéances. Or, depuis la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2015, ce n'est apparemment plus la CTS qui est maître d'ouvrage. D'où ma troisième question, qu'en est-il juridiquement et dans les faits ?

Enfin, lors de la réunion publique du 21 mars 2016 organisée par l'Association des Habitants du Quartier Gare, votre adjoint, Monsieur Paul Meyer, s'est engagé à faire chiffrer le coût de la variante n°1. Quels sont ces chiffres et quelles seront les données prises en compte ? Quand pourrez-vous nous communiquer les résultats de cette étude ?

Depuis les délibérations de décembre 2015 à la Ville et à l'Eurométropole de Strasbourg, il ne s'agit plus que de réaliser 1,5 km de tram sur les 4,5 km initialement prévus en 2013. Le tracé par la gare que vous avez proposé en 2013 présente de nombreux avantages. Alors pourquoi aujourd'hui, ce retour en arrière ? Comme de nombreux habitants de Strasbourg, je m'interroge.

Je vous remercie donc par avance, Monsieur le Maire, pour tous les éclaircissements et les réponses que vous voudrez bien nous apporter.

Réponse de Monsieur le Maire :

Madame la Conseillère,

Dans le cadre de la concertation actuellement en cours sur le projet d'extension tramway vers Koenigshoffen, 4 variantes de tracé sont exposées. Je les rappelle :

- Extension avec un raccordement à la gare,
- Extension avec un raccordement par la rue du Faubourg National,
- Extension avec un raccordement par la rue de Wasselonne,
- Extension avec un raccordement par les rues de Rothau et d'Obernai.

La concertation a effectivement démarré en proposant de ne pas retenir deux tracés, à savoir le raccordement à la Gare et celui par la rue de Wasselonne, essentiellement pour des raisons techniques. Suite aux premiers échanges organisés lors de cette concertation, nous avons néanmoins élargi la comparaison des variantes à l'ensemble des quatre tracés précités.

A ce jour, les quatre variantes de tracé font donc l'objet d'une comparaison multicritères.

En 2013, le projet d'extension tramway vers Koenigshoffen passait effectivement, vous l'avez rappelé, par la Gare et prévoyait des travaux importants de renforcement de la dalle de la gare, une provision minimale de 5 M€ était en effet prévue pour cela. Je tiens toutefois à préciser que ce surcoût rapporté à un montant d'opération de 113 M€, comme vous le rappelez fort justement, n'est pas tout à fait identique à celui rapporté à un montant d'opération de 36 M€ seulement qui est le coût de l'extension envisagée d'ici à 2020.

Par ailleurs, je rappelle que la délibération du 12 juillet 2013, à laquelle vous faites allusion évoquait déjà l'hypothèse d'un raccordement différent, au motif que l'abandon du tram sur pneus nous permettait d'envisager d'autres possibilités de raccordement au centre ville.

A cet effet, l'étude sur l'évolution du réseau de transport réalisée en 2014, et qui vous a été transmise le 16 décembre dernier, révèle qu'un raccordement de la ligne F par la rue du Faubourg National génère un niveau d'attractivité sur le réseau pour les usagers équivalent à celui d'un passage par la gare.

Autrement dit, quel que soit le mode de raccordement au centre ville pour cette extension, l'efficacité ou l'attractivité du réseau reste la même.

Cette même étude mettait également en évidence qu'un prolongement de la ligne C au-delà de la gare, solution défendue par certaines associations, conduirait à dépasser les capacités de charge de cette ligne. Ces conclusions nous conduisent donc aujourd'hui à envisager d'autres possibilités. C'est d'ailleurs l'une des raisons de cette nouvelle concertation en plus du phasage, dont vous avez parlé et qui lui est lié à des capacités d'investissement qui comme vous le savez sont aujourd'hui plus difficiles que dans le passé.

Concernant, à présent, le chiffrage de la solution proposée par l'AHQG (association du quartier) à savoir non seulement prolonger la ligne C vers Koenigshoffen, mais

également dévier la ligne F par la Gare pour rejoindre l'Elsau, celle-ci coûterait 42 M€ HT, hors reprise de structure de la gare et fonctionnalités. Un chiffrage plus complet sera réalisé le mois prochain et permettra une comparaison plus complète de l'ensemble des quatre solutions.

Vous l'avez compris, la concertation n'est aujourd'hui pas terminée. Même officiellement elle n'a pas encore commencé puisqu'il a eu le report lié à la campagne électorale, je n'ai pas souhaité qu'il puisse y avoir perturbation de la campagne électorale par des motifs autres ou plus exactement perturbations de la concertation par des motifs autres. Dans le passé, nous avons connu des situations où il y avait confusion où la concertation ne pouvait pas se dérouler dans un climat serein.

Vous me posez également la question des contributions. Les contributions quelles qu'elles soient, d'où qu'elles viennent sont les bienvenues et si elles permettent d'enrichir le projet et de répondre à des interrogations qui sont les nôtres, je ne suis absolument pas hostile à les examiner et il faut évidemment à un moment donné qu'il y ait un arbitrage. C'est notre rôle d'élu de proposer ces arbitrages à l'issue de la concertation.

Vous me posez également la question de la maîtrise d'ouvrage de la CTS, c'est un peu plus technique. Je vous confirme qu'ayant pris connaissance des décisions de l'Eurométropole, la CTS a suspendu l'exécution de l'avenant 24 au contrat de concession. Les termes de cet avenant seront revus en temps utile lors de la finalisation définitive du projet, vraisemblablement dans le cadre d'un nouvel avenant à venir. Nous serons sur les mêmes logiques que précédemment à savoir qu'in fine c'est la CTS qui sera le maître d'ouvrage délégué de l'Eurométropole sur la construction de cette extension.

Vous me demandez enfin de prolonger la concertation actuelle au-delà du 2 juin prochain. Vous avez raison, c'est chose faite. Celle-ci est prolongée jusqu'au mardi 7 juin 2016.

Voilà ce que j'avais à dire en réponse à votre interpellation. C'est vrai que cela fait longtemps qu'on fait de la concertation, il y a eu plusieurs projets successifs dont notamment le projet de tram sur pneus, j'étais très attaché à ce projet mais il y a eu contestations, tram du pauvre, je ne reviens pas sur tous les débats qu'on a eu à l'époque là-dessus mais curieusement le jour où j'ai dit qu'on allait faire un tram sur fer j'ai trouvé beaucoup de gens qui trouvaient que le tram sur pneus n'était quand même pas si mal notamment des maires du nord. C'est toujours pareil : « *wid's morsch esch nett recht* », selon notre règlement intérieur je dois traduire : comme tu le fais, ce n'est pas bien !

Cette réponse est suivie d'un échange.